

# PLR

Les Libéraux-Radicaux

## Programme de campagne 2019

### Conseil national

Formation, recherche et innovation	1
Santé	3
Politique sociale	5
Politique extérieure	7
Transports et communication	8
Energie et climat	10
Politique économique	11
Politique financière et fiscale	12
Politique institutionnelle, familiale et sociale	13
Politique d'intégration	14
Politique de sécurité et de l'armée	15
Moins de bureaucratie et mieux d'Etat	17
Politique agricole	18
Annexe : Prise de position pour le climat	

Avancer ensemble.

[plrvs.ch](http://plrvs.ch)

## Formation, recherche et innovation

La formation, la recherche et l'innovation sont des thèmes centraux et étroitement liés. Le succès de notre pays repose sur un système de formation de haut niveau et adapté au marché de l'emploi. L'innovation est un moteur économique essentiel pour notre pays. Le PLR s'engage pour des conditions cadres qui soutiennent et permettent le développement de la qualité de nos systèmes de formation et d'innovation, le transfert de technologies et la création d'entreprises innovantes.

Les défis sont importants et malgré le fait que la Confédération ne joue qu'un rôle subsidiaire dans le domaine de la formation, les moyens mis à disposition ne doivent pas baisser, au contraire. En effet, les écoles sont en main cantonale, Berne ne s'impliquant que de manière ponctuelle.



### Liberté

chaque personne doit pouvoir choisir librement quelle formation elle désire suivre, le choix du cursus ainsi que l'organisation de ses études. L'égalité des chances en matière de formation est importante et favorise l'ascension sociale. L'association de la politique à l'économie est cruciale à l'innovation. Il faut renoncer aux préjugés et valoriser autant ceux qui décident de suivre une formation professionnelle qu'académique et promouvoir les passerelles. La liberté académique et l'autonomie

des Hautes écoles et des instituts de recherche doivent être protégées face à la sphère politique et aux autorités. La collaboration et les synergies entre les instituts de recherche et l'économie privée permettent le succès des entreprises suisses et la prospérité de l'ensemble de la société. A cela viennent s'ajouter les possibilités de carrières fournies par notre système de formation grâce à la perméabilité entre la formation académique et professionnelle.

### Cohésion

le paysage de la formation en Suisse se caractérise par des écoles de haut niveau ainsi que l'égalité des chances, qui permet l'ascension sociale (qui est rendu possible notamment par l'octroi de bourses). Le système de formation professionnelle duale permet un taux de chômage faible et une bonne formation de base pour tous. Aujourd'hui, la Suisse est en concurrence permanente au niveau international. L'avenir ne pourra être assuré qu'en consolidant les conditions cadres en matière de formation et d'innovation.

## Innovation

l'innovation est la clef du succès helvétique. Il s'explique par la collaboration entre les instituts de recherche et les entreprises et une main-d'œuvre spécialisée de haut niveau. La formation doit quant à elle garder son niveau d'excellence. Il faut améliorer l'harmonisation entre les plans d'études. Il faut également promouvoir la formation dans les branches MINT, notamment en valorisant l'accès des femmes aux filières techniques et scientifiques. Il faut, enfin, renforcer les liens entre les mondes académique et économique afin de favoriser le transfert de technologique et la création d'entreprises innovantes. De nombreuses innovations sont réalisées, notamment grâce au personnel qualifié qui détient un diplôme de la formation professionnelle supérieure et est étroitement relié à la pratique. La Suisse est un modèle à succès : en comparaison internationale, la Suisse apparaît toujours parmi les meilleurs en ma-

tière de formation et d'innovation, de recherche et de développement. Le résultat est directement visible avec un taux de chômage chez les jeunes particulièrement bas. Le système développé en Suisse s'appuie particulièrement sur la collaboration entre les entreprises et les autorités et se caractérise par un niveau d'excellence. Deux tiers des diplômés effectuent un apprentissage et 70% de ces jeunes sont formés par des PME. Les profils professionnels sont valables dans toute la Suisse et l'engagement des entreprises dans la formation est assuré par des organisations du monde du travail assumant des responsabilités en matière de formation et d'examen. Le modèle suisse est en danger : la concurrence internationale en matière de formation (particulièrement dans la formation tertiaire) et de recherche et développement est de plus en plus forte.

## Nos exigences

### Formation

- Maintenir et développer l'**excellence de la formation** en Suisse, tant au niveau de la formation professionnelle que des Hautes écoles.
- Promouvoir les **filières MINT** (mathématiques, informatique, sciences naturelles et techniques) et les langues nationales.
- Soutenir le virage du **numérique** dans toutes les formations.
- Soutenir et encourager la **formation continue et supérieure**, notamment avec des déductions fiscales.
- permettre l'**accessibilité** aux formations en garantissant l'obtention de **bourses** ou de prêts.
- Maintenir des conditions cadres permettant la **mobilité** des étudiants et des chercheurs (Erasmus).
- Pérenniser voire renforcer les différentes **passerelles** existantes entre la formation professionnelle et la formation académique assurant ainsi un monde du travail performant et évitant une pénurie de main d'œuvre qualifiée.

### Innovation

- Poursuivre le développement des conditions cadres favorisant l'**innovation** et l'**entrepreneuriat**, notamment par des allègements fiscaux pour les investissements.
- Garantir la **liberté** et l'**autonomie** de la recherche.
- Valoriser les collaborations entre les entreprises et les **instituts de recherches** et les Hautes écoles.
- Consolider le «**Parc national et cantonal**» de l'innovation et renforcer l'attractivité du pays et du canton pour les talents.
- Mettre en place un **fonds d'innovation** alimenté par des fonds privés.
- Renforcer le statut de la **formation professionnelle supérieure** comme moteur d'application des innovations.
- Développer la **recherche fondamentale** dans les universités, les Hautes écoles et les EPF, conditions sine qua non à l'innovation.

La prévoyance vieillesse doit être financée de manière sûre et durable. Un taux de natalité bas, des taux d'intérêts à la baisse et une augmentation de l'espérance de vie remettent en question le financement des deux premiers piliers de notre prévoyance vieillesse. Dès lors, des réformes sont absolument nécessaires. Sans elles, nos enfants seront contraints de rembourser les dettes que notre génération aura laissées. Ceci rendra également nécessaire des coupes budgétaires dans les domaines centraux comme l'enseignement, la sécurité et les infrastructures. Le PLR s'oppose fermement à une telle trahison envers les générations futures.

Au-delà de ce constat à ce jour, il faudra encore à l'avenir tenir compte de



### Liberté

Le PLR veut un système de retraite moderne en phase avec son temps et qui donne aux individus la plus grande liberté possible. L'économie doit également prendre ses responsabilités : des modèles de travail flexibles doivent être mis en place afin de permettre une réduction graduelle du temps de

travail et de laisser aux individus la possibilité de gérer de manière plus flexible leur départ à la retraite. Travailler au-delà de l'âge de la retraite légal, doit en valoir la peine et des rentes partielles doivent permettre un départ à la retraite graduel.

### Cohésion

Le PLR veut remettre le contrat entre les générations sur les bons rails. Des réformes qui proposent uniquement une augmentation d'impôts ou bien qui rehaussent massivement l'âge de la retraite sont irréalistes. Le PLR veut que chacun contribue à la stabilisation du système social. Une réforme de l'assurance invalidité doit enfin être mise en œuvre, afin qu'à l'avenir, tous ceux qui ont réellement besoin d'une rente puissent l'obtenir.

## Innovation

L'innovation dans notre système de santé, permet à la Suisse de bénéficier de l'une des plus longues espérances de vie au monde. Mais cette espérance de vie prolongée implique que les personnes « actives » s'investissent dans la société. Cela ne concerne pas seulement le système de milice, il est également central de contribuer plus longtemps au financement de la prévoyance vieillesse. Les mauvaises incitations pour un retrait anticipé de l'AVS et de la LPP doivent être supprimées. En même temps, un frein à l'endettement dans l'AVS doit empêcher que les dérives budgétaires mènent à des dettes abyssales.

## Nos exigences

### Des assurances sociales financièrement saines et des réformes qui assurent l'équité entre les générations

- Assurer une **prévoyance vieillesse** financièrement saine et maintenir l'objectif prévu dans la Constitution.
- Mettre en place une **réforme équitable** pour tous. Les coûts de la réforme ne doivent pas être supportés unilatéralement par les jeunes. Une combinaison modérée de mesures doit garantir les rentes.
- Renforcer la **responsabilité individuelle** dans la prévoyance : augmenter le montant maximal exonéré d'impôt du 3ème pilier.
- poursuivre l'effort de **réinsertion** dans le marché du travail au niveau de l'AI. Le travail doit toujours être plus profitable qu'une rente.
- Adopter un **congé parental** de 16 semaines réparti entre les parents selon leur choix avec un minimum de 8 semaines pour la mère.
- Offrir un congé de soutien aux parents **proches aidants** pour leurs enfants malades (Adopter le projet du Conseil fédéral).

### Un socle stable pour le premier et deuxième pilier

- **Égaliser l'âge de la retraite** des femmes et des hommes. Ces économies doivent entièrement profiter à l'AVS.
- Équilibrer les **coupes budgétaires** et les rentrées d'argent dans la réforme.
- Mettre en place un **frein à l'endettement** pour l'AVS.
- **Dépolitiser** les paramètres techniques de la LPP (taux d'intérêts minimum, taux de cotisation et taux minimums de conversion).

### Un système de retraite moderne et un modèle de temps de travail flexible

- Instaurer un **âge de la retraite flexible** au lieu d'un « âge-guillotine » rigide.
- Promouvoir des modèles de temps de travail et un système de retraite flexibles qui permet un départ à la **retraite graduel et individuel** et tenant compte de la pénibilité du travail
- Prendre en charge plus activement, de manière spécialisée et **personnalisée**, les travailleurs âgés qui ont perdu leur travail.
- Pour un 2ème pilier **accessible à tous** : dès le premier franc, dès 18 ans, avec un taux unique, pour ne plus pénaliser les seniors, les petits revenus et les femmes.
- Élargir les **conditions d'accès** au 3ème pilier (parents sans activité lucrative, enfants...)

En matière de politique énergétique et climatique, des instruments de l'économie du marché doivent permettre de garantir la sécurité alimentaire et de réduire les émissions de CO<sub>2</sub> de manière favorable à l'économie. PLR. Les Libéraux-Radicaux exige des conditions-cadre claires et durables sans nouvelles taxes et subventions. Pour ce faire, un abandon des systèmes de subventions au profit de solutions flexibles, proches du marché et internationales est nécessaire, afin que la Suisse puisse rester compétitive.



### Liberté

Le marché de l'électricité doit être rapidement libéralisé pour que les consommateurs puissent librement choisir leur fournisseur d'électricité et profiter de tarifs plus avantageux. L'accord bilatéral dans le domaine de l'électricité avec l'UE doit être mis en œuvre de manière avantageuse. Il

nous permettra d'entrer sur le marché européen de l'électricité et d'y participer avec des conditions équitables. De cette manière, une contribution importante est fournie pour un approvisionnement électrique de la Suisse, particulièrement durant les mois d'hiver.

### Cohésion

Le PLR veut renforcer la sécurité en matière d'approvisionnement énergétique pour la Suisse, sans augmenter les émissions de CO<sub>2</sub>. Nous validons les objectifs globaux de réduction des gaz à effet de serre, mais soulignons notre opposition à des quotas rigides sur les compensations nationales et étrangères. Au lieu de cela, le PLR revendique une application de l'Accord de Paris sur le climat, la plus flexible et favorable à l'économie possible. Des systèmes et des exigences internationalement compatibles sont des conditions essentielles pour atteindre les objectifs de réduction de la Suisse.

## Innovation

Le parc immobilier est responsable de près de 45% de la consommation globale d'énergie de la Suisse. Il existe un énorme potentiel d'économies pour une plus grande efficacité énergétique qu'il s'agit d'exploiter de façon optimale. Nous devons nous focaliser sur les nouvelles technologies et faire confiance

aux progrès techniques. Cela est particulièrement valable dans les domaines de la production et de la consommation énergétiques, du stockage de l'énergie et de l'infrastructure du réseau. Nous refusons les obstacles qui entravent la liberté intellectuelle ou le progrès technologique.

## Nos exigences

### Mieux utiliser les potentiels actuels, réduire les émissions de CO2

- Assainir le parc immobilier via des normes d'efficacité énergétique, le maintien des subventions du programme bâtiment et le maintien des subventions et des déductions fiscales.
- Soutenir les énergies renouvelables .
- Maintenir une redevance hydroélectrique à des niveaux qui permettent l'investissement.
- Conserver les compétences cantonales dans le domaine électrique.
- Assurer une transition énergétique responsable notamment en favorisant les énergies renouvelables.
- Favoriser l'économie circulaire dans les entreprises.

### Garantir la sécurité de l'approvisionnement de la Suisse

- Définir la sécurité de l'approvisionnement et les compétences des différents acteurs.
- Libéraliser le marché de l'électricité.

### Ouvrir la voie à l'innovation

- Développer et favoriser la recherche dans les technologies de production et de stockage d'électricité.
- Développer et adapter l'infrastructure intelligente du réseau électrique et assurer la stabilité du réseau.
- Réussir une transition énergétique basée sur l'innovation.

## Transport, communication et territoire

La Suisse possède l'un des meilleurs réseaux d'infrastructures au monde. Grâce à lui, notre économie est saine et notre société fonctionne bien. Néanmoins, il atteint de plus en plus les limites de ses capacités. La qualité des infrastructures de transports, d'énergie et de télécommunications doit dès lors être maintenue. L'utilisation doit être plus efficace et des développements doivent être effectués. Nous avons besoin de solutions reliant tous les moyens de transport et l'aménagement du territoire.



### Liberté

Pour notre économie et notre tourisme en Suisse, la mobilité est cruciale pour assurer la liaison entre les différents cantons et avec les pays étrangers. C'est pourquoi le transport de marchandises sur le rail ne doit plus être supplanté par le transport de personnes. Les aéroports sont aussi des infrastructures d'importance nationale et doivent pouvoir continuer à se dé-

velopper. En parallèle, la liberté symbolise également la possibilité d'avoir un travail indépendant de son lieu d'activité et ainsi permettre de soulager les infrastructures de transports. Ce qui nécessite des infrastructures de télécommunication excellentes, autant dans les centres urbains que dans les régions périphériques. .

### Cohésion

Une infrastructure de transport et de télécommunication bien organisée, jusque dans les régions périphériques, contribue à la cohésion de notre pays. Il ne doit pas y avoir de fossé numérique entre les villes et les régions périphériques. La transformation, l'aménagement ainsi que le financement à long terme des infrastructures de transports actuelles est assuré. Il est important que les avantages liés aux investissements soient visibles pour les utilisateurs et la communauté.

## Innovation

Si des infrastructures interconnectant tous les moyens de transports sont mises en place, alors les investissements effectués en matière de mobilité deviendront durables. Après la finalisation de la NLFA, il faut optimiser et développer l'axe ouest-est, de façon à créer une croix fédérale du transport ferroviaire en Suisse.

## Nos exigences

### Mobilité multimodale / co-voiturage

#### Rail

- Améliorer le réseau dans tout le pays et dans tout le canton afin que toutes les villes d'importances soient **reliées** sur le réseau principal.
- Supprimer les **goulets d'étranglement** grâce à des augmentations de capacité et-là où c'est possible -densifier l'offre.
- **Équilibrer** le transport de marchandises ferroviaire par rapport au transport de personnes.
- Permettre une **tarification attractive** favorisant les transports publics, une diversification des horaires et l'augmentation du remplissage aux heures creuses.

#### Route

- **Investir** dans l'infrastructure d'agglomérations.
- Supprimer les goulets d'étranglement grâce à une **augmentation de la capacité** ou à de nouvelles constructions.
- Achever rapidement le réseau des routes nationales, notamment l'**autoroute dans le Haut-Valais**.
- Favoriser la **mobilité douce** ou électrique.

### Aviation et navigation

- Renforcer l'importance des **aéroports nationaux** comme des infrastructures d'importance nationale.
- Favoriser le développement des **aéroports régionaux**.
- Fixer de meilleures conditions-cadre pour le transport de marchandises par le transport aérien et fluvial. **Responsabiliser les voyageurs** en introduisant une taxe forfaitaire sur les billets d'avion court-courrier.

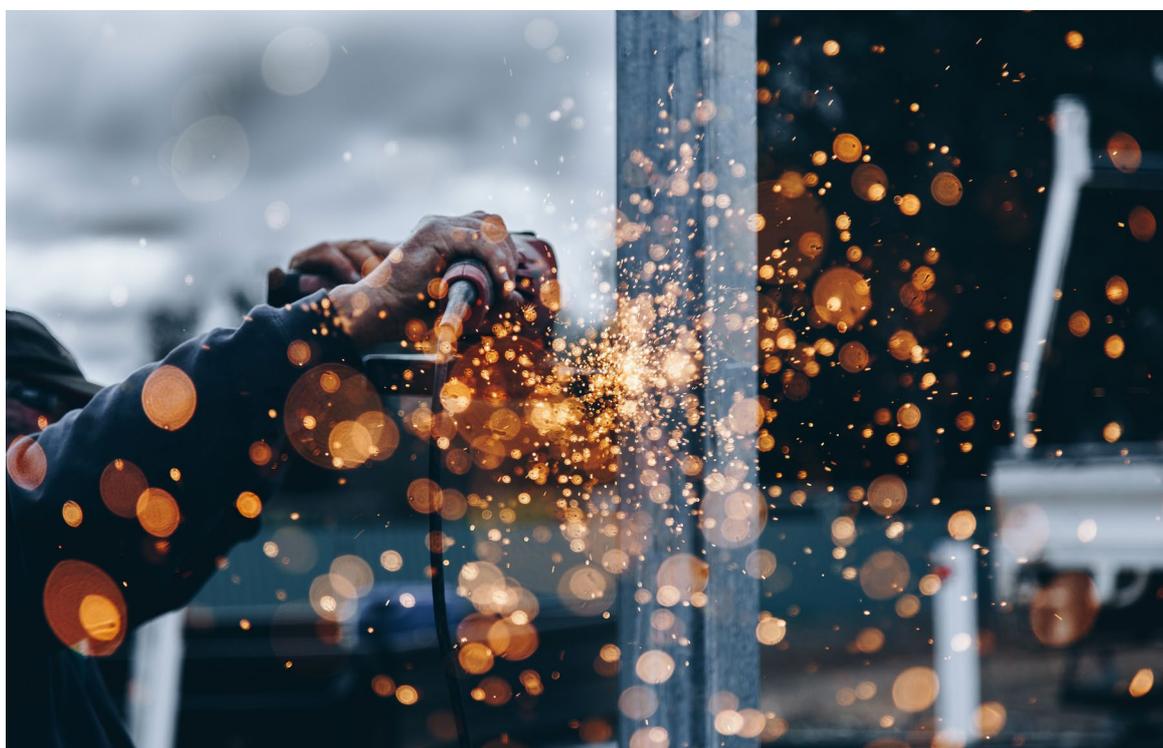
### Télécommunication

- Créer de meilleures conditions-cadre pour l'**extension des réseaux** de téléphonie mobiles et fixes dans le respect des normes en vigueur.

### Aménagement du territoire

- Coordonner et **lier la croissance** des surfaces bâties avec la construction de nouvelles infrastructures de transports.
- Développer un système de compensation pour les **personnes lésées** par l'application de la loi sur l'aménagement du territoire.
- Attribuer les **logements subventionnés** uniquement pour les personnes dans le besoin.

L'emploi crée la prospérité de notre pays et des perspectives pour chacun. Le PLR. Les Libéraux-Radicaux s'engage pour la place économique et financière suisse. Pour ce faire, il faut de meilleures écoles, des impôts moins élevés et une infrastructure optimale. Le PLR veut également des conditions-cadre optimales pour toutes les entreprises, un ordre économique libéral et un marché du travail flexible. Ce cadre garantit notre liberté.



### Liberté

Chacun doit pouvoir accéder à un emploi. Particulièrement lors de périodes économiquement difficiles telles que celle du franc fort. Il faut se battre pour améliorer la compétitivité de l'espace économique suisse afin d'offrir de bonnes conditions aux PME et aux grandes entreprises. Nous luttons pour une organisation libérale du

droit du travail. Notamment les jeunes ont ainsi de meilleures chances d'entrer sur le marché du travail. Plus les réglementations du marché du travail sont flexibles, plus les entreprises seront en mesure de garder leurs employés lors de périodes économiques difficiles.

## Cohésion

Il est nécessaire que notre pays forme suffisamment de personnel qualifié et s'attèle à maintenir les emplois pour couvrir les besoins de l'économie. Nous devons mieux promouvoir le potentiel de personnel hautement qualifié dans notre pays et offrir de meilleures chances aux femmes et aux personnes de plus de 55 ans. Il faut plus d'engagement pour des solutions responsables : assouplissement du temps de travail, travail à distance, égalité salariale entre hommes et femmes, etc. Les suisses

doivent pouvoir mener une vie libre et responsable tout en atteignant un haut degré de satisfaction professionnelle, au sein d'une société libérale. Le système de milice est une pierre à la base de la cohésion, qui découle du fait que les hommes s'engagent librement et bénévolement dans des associations et la politique. L'économie se doit de soutenir les citoyens qui s'investissent pour la société.

## Innovation

Les progrès technologiques permettent de nouveaux modèles de travail, tels le «Home Office» ou le télétravail, qui permettent de mieux concilier vie familiale et vie professionnelle. Le PLR s'engage pour que l'économie favorise ces nouvelles formes de travail et pour qu'elle en reconnaisse les avantages en termes de compétitivité et d'attractivité pour les entreprises.

## Nos exigences

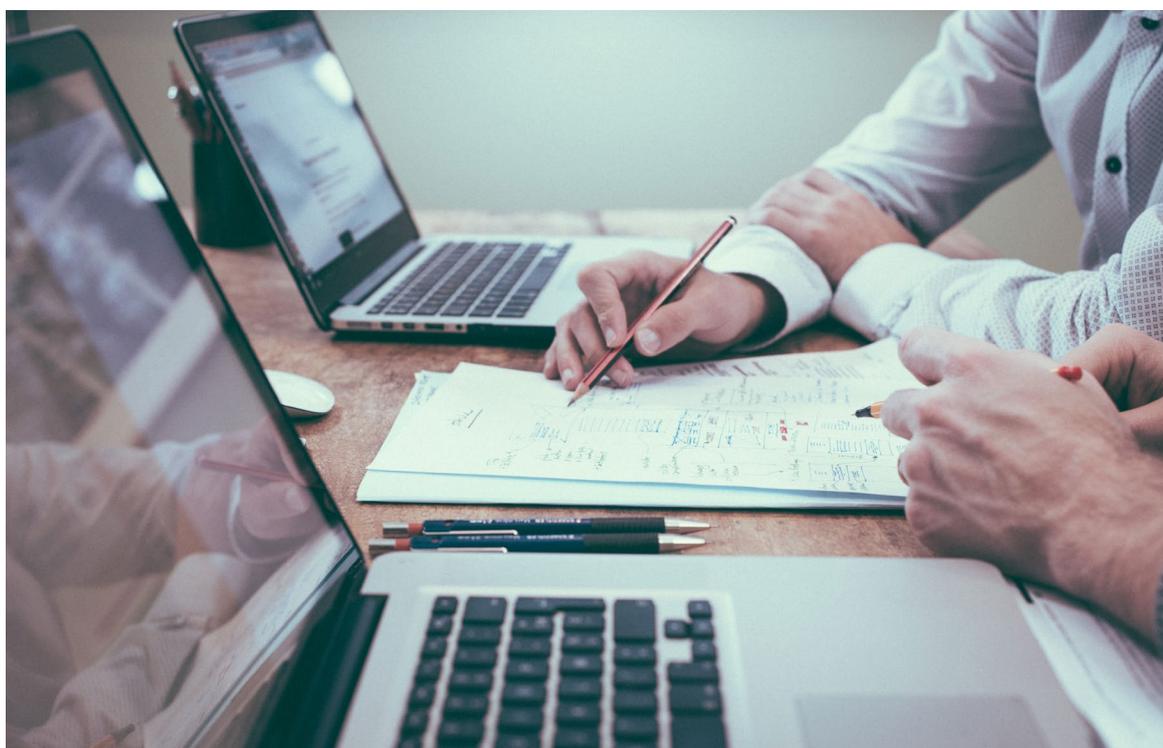
### Un ordre économique libéral et compétitif

- Préserver une **place industrielle et financière** suisse forte et crédible.
- Garantir des opportunités pour la **liberté d'entreprendre**, la responsabilité individuelle et l'innovation.

### Un marché du travail libéral et responsable

- Promouvoir un droit du **travail flexible**, sans hyper régulation, ni bureaucratie inutile.
- Développer un **partenariat social** sans interventionnisme étatique.
- Encourager une **économie plus responsable**: modèles de travail flexibles, conciliation de la vie familiale et de la vie professionnelle, maintien des travailleurs âgés sur le marché du travail.
- Mettre fin aux **monopoles publics**.
- Promouvoir l'**égalité salariale** et l'**égalité des chances**.
- Valoriser les **entreprises formatrices**.
- Soutenir les PME face aux entreprises et aux grands **monopoles publics**.
- Lutter contre le **travail au noir** en appliquant des contrôles ciblés et des sanctions dissuasives auprès des entreprises concernées.

Nous luttons pour que l'imposition de nos citoyens et de nos entreprises soit la plus supportable et la plus simple. En disposant librement de leurs revenus, les citoyens s'engagent pour la communauté. Il est nécessaire d'avoir une fiscalité attractive afin d'encourager l'entrepreneuriat. Le frein à l'endettement est l'instrument le plus important dans la politique budgétaire.



## Liberté

La concurrence fiscale doit être maintenue pour que les contribuables puissent changer de résidence fiscale quand ils le souhaitent. La confiance entre le citoyen et l'Etat doit être préservée. La sphère privée financière doit rester protégée en Suisse –indépendamment du développement sur une échelle internationale.

## Cohésion

Sauvegarder la qualité de vie et l'attractivité de la Suisse, tel est l'objectif commun pour nos citoyens et pour les entreprises établies dans notre pays. Particulièrement lors de périodes d'incertitude comme celle du franc fort, un taux bas de taxation et des régimes simples contribuent dans une large mesure à ce que la Suisse reste attractive comme lieu de résidence et site économique, surtout pour ceux qui ont la possibilité de profiter pleinement de leur salaire, s'intéressent à s'engager pour la communauté. Il convient de rappeler que des finances publiques saines n'affecteront pas négativement les générations suivantes.

## Innovation

La pression internationale découlant du conflit fiscal avec l'UE nous impose de trouver de nouvelles voies pour aménager notre fiscalité. La réforme de la fiscalité doit être ouverte à de nouvelles idées, comme la taxation individuelle ou une simplification du système. La déclaration d'impôt devrait tenir sur une page.

## Nos exigences

### Une fiscalité simple et supportable

- Introduire une taxation individuelle **pour tous** sur la base du revenu.
- Abolir l'**impôt sur la fortune**.
- Réviser la taxation sur la **valeur ajoutée** pour qu'elle soit la plus simple et au meilleur taux.
- Supprimer l'impôt sur les **successions**.
- **Réduire** par étapes les droits d'émission sur le capital propre, le droit de timbre et des primes d'assurance en prévision d'une suppression.

### Un Etat performant et fort

- Stopper les **réglementations** inutiles .
- Contrôler de manière conséquente et constante des **dépenses fédérales**
- Réduire la **dette publique**.
- Mettre en œuvre des **réformes structurelles** au lieu de programmes conjoncturels à court terme.

## Politique institutionnelle, familiale et sociale

Dans notre société libérale, les femmes et les hommes doivent pouvoir construire leur vie librement, de manière responsable et cela dans le cadre des règles de la communauté. L'égalité des chances pour tous dès le départ et une ouverture sur la nouveauté permettent à chacun d'utiliser son propre potentiel et de contribuer au développement de la Suisse. L'égalité des chances est la première pierre d'une politique familiale et sociale libérale. Pour que le choix en matière de modèle familial soit possible, des conditions cadres appropriées sont nécessaires. En parallèle un âge de référence flexible et un financement durable de la prévoyance vieillesse doit être mis en place.



### Liberté

La politique libérale place l'être humain au centre des préoccupations et donne la possibilité à tous de choisir leurs objectifs parmi de multiples possibilités. La liberté de choix et les possibilités d'épanouissement sont, avec l'égalité des chances, d'importantes conditions pour la conciliation de la vie professionnelle et familiale et un engage-

ment envers la communauté. Tous les types de familles ont besoin de conditions cadres qui les traitent de manière égale et qui leur permettent de concilier vie professionnelle et vie familiale. Il est également important que ceux qui veulent continuer de travailler doivent être en mesure de le faire.

## Cohésion

L'engagement volontaire pour notre communauté, qu'il soit politique, associatif ou même par l'entraide directe entre voisins, a rendu notre pays plus fort. Il revient à l'économie et à la société de créer les conditions-cadres structurelles idéales pour continuer à rendre possible le bénévolat. Les entreprises doivent offrir à leurs salariés la possibilité de mener une activité

de milice. La société doit soutenir le bénévolat et reconnaître les bienfaits qu'il apporte. Le modèle suisse aura un avenir seulement si l'activité de milice est préservée. Le travail familial non rémunéré est également très estimable, comme par exemple l'accompagnement et les soins effectués par les proches aidants. Il mérite d'être reconnu et encouragé.

## Innovation

Dans le domaine de la conciliation de la vie familiale et de la vie professionnelle, la Suisse a encore du retard. Les besoins régionaux sont cependant différents. Les structures de soutien sont en retard par rapport aux changements sociaux. Les structures d'accueil parascolaires comme les cantines de midi, le soutien aux devoirs ou les heures d'études aménagées permettent une meilleure conciliation de la vie familiale et professionnelle. Les modèles de financement, tels que les bons de garde, assurent l'existence des structures nécessaires pour les parents. Il est important de faire confiance au bon sens des parents plutôt que d'augmenter le nombre de procédures bureaucratiques onéreuses. Les solutions privées doivent donc être encouragées et non entravées par des réglementations inutiles.

## Nos exigences

- Poursuivre la mise en place de **structures d'accueil** parascolaires comme des cantines scolaires et le soutien aux devoirs ou les heures d'études aménagées pour une meilleure conciliation de la vie familiale et professionnelle.
- Améliorer la **prise en charge**, spécialisée et personnalisée, des travailleurs âgés qui ont perdu leur travail. Ceci permet un retour plus rapide dans le monde du travail.
- Éviter la **discrimination** des structures d'accueil qu'elles soient privées ou publiques. Abolir la bureaucratie et garantir plus de libertés.
- Augmenter les **déductions fiscales** pour les frais de garde aux niveaux fédéral et cantonal.
- Promouvoir les postes à **temps partiel**, le **télétravail** et le travail à domicile – sensibiliser et convaincre les milieux économiques pour rendre possible ces formes de travail.
- Harmoniser l'**âge de retraite** entre hommes et femmes.
- Exiger que l'économie prenne ses responsabilités en abolissant les **différences salariales** en fonction du sexe.
- Inciter les grandes entreprises étatiques ou privées à se **responsabiliser** (Etat du VS, Hôpital du VS, Groupe mutuel, Lonza...) dans la mise en place de structures d'accueil en leur sein pour les enfants de leur personnel.

## Politique d'intégration

L'évolution démographique et la forte immigration préoccupent les suisses. La politique migratoire et les relations avec l'Union européenne font partie des priorités du PLR. Il est important que la Suisse puisse profiter, aujourd'hui mais aussi demain, d'une main-d'œuvre étrangère hautement qualifiée. En parallèle, il est primordial de lutter contre les abus et les conséquences négatives de l'immigration : lutter contre le tourisme social, maintenir la qualité des travailleurs par des moyens financiers suffisants, établir un contrôle plus strict, réduire le regroupement familial en provenance des Etat tiers et résoudre le chaos de l'asile. La politique d'intégration est nécessaire à la prospérité de la Suisse (ferme mais juste).



### Liberté

Les entreprises suisses doivent pouvoir recruter facilement la main-d'œuvre hautement qualifiée nécessaire. Il est également nécessaire de garantir aux Suisses la possibilité de partir travailler ou étudier librement dans l'Union européenne. La Suisse est indépendante et décide seule des conditions

d'admission et d'établissement des étrangers en Suisse, en adéquation avec les accords internationaux. L'établissement de nouveaux accords de réadmission doit être encouragé pour permettre le renvoi des demandeurs d'asile déboutés.

### Cohésion

Le manque de main-d'œuvre a fait de la Suisse un pays d'immigration. Des migrants bien intégrés représentent depuis toujours une partie importante de la société suisse. La migration se réalise par le biais des trois voies suivantes: premièrement, à travers la libre circulation avec les pays de l'UE/AELE, deuxièmement, avec l'immigration en provenance des Etat-tiers et troisièmement, dans le cadre de l'asile. La population suisse demande des mesures dans ces trois domaines.

## Innovation

L'initiative «Contre l'immigration de masse» a été acceptée le 9 février 2014. La mise en œuvre pragmatique proposée par le PLR, freine l'immigration et garantit la poursuite de la voie bilatérale. Ces derniers restent la meilleure voie pour assurer et faire évoluer notre prospérité dans le futur. L'adhésion à l'Union Européenne reste exclue mais nous ne voulons pas nous isoler. La loi sur les étrangers et la loi sur la naturalisation doivent soutenir la meilleure intégration des étrangers en Suisse. Lors de la première attribution du permis de

séjour, surtout en ce qui concerne les migrations des Etats tiers, il est central que le principe d'intégration soit respecté et qu'en cas de non-respect des sanctions soient prises. En matière d'asile, les régulations existantes doivent être appliquées de manière rigoureuse et les demandeurs d'asile recevant une décision négative doivent être renvoyés dans leur pays d'origine. Le PLR souhaite une lutte ferme contre les abus et la mise en place de garde-fous « efficaces ».

## Nos exigences

### Préserver les bilatérales et lutter contre les abus

- Garantir la **maîtrise autonome** de l'immigration telle que voulue dans la Constitution. Pour les contrats de travail de moins d'une année, limiter les autorisations de séjour à la durée du contrat.
- Limiter ou résilier les **autorisations de séjour** des résidents étranger au bénéfice de l'aide sociale.

### Limiter le regroupement familial et renforcer les critères d'intégration

- **Limiter l'immigration** en provenance des Etats tiers avec des conditions strictes et correctement appliquées à chaque cas.
- Appliquer le **droit des étrangers**.

### Améliorer la procédure dans le domaine de l'asile

- Accélérer les procédures et améliorer l'**application de la loi**.
- Conclure de **nouveaux accords** de réadmission.
- Appliquer les **renvois** conformément à la loi de manière efficace et rapide.
- Revoir la politique du **regroupement familiale** notamment la condition de la garantie financière.
- Réviser les conditions des statuts de l'**admission provisoire**.

### Veiller à une bonne intégration

- Renforcer et améliorer certaines mesures, notamment en ce qui concerne l'accès à la formation pour les plus jeunes : **enfants allophones**.

## Politique de sécurité et de l'armée

La sécurité fait partie des conditions de base pour garantir la liberté, la prospérité des individus ainsi qu'un État fonctionnel. L'armée est l'un des instruments important et indispensable de la politique de sécurité suisse et de la défense du pays. Nous avons besoin d'une armée de milice forte, qui assume sa tâche constitutionnelle et qui renforce la cohésion nationale. C'est la raison pour laquelle elle a besoin de missions claires, accompagnées de moyens financiers suffisants pour sa mise en œuvre.

Avec le plus bas taux de criminalité en Europe, la Suisse a longtemps été un modèle en matière de sécurité. La situation a changé ces dernières années. Le nombre de délits atteint un pic dans les villes et les régions les plus touchées sont les cantons frontaliers avec le tourisme de la criminalité. Le besoin de sécurité est donc une priorité absolue pour notre société. Assurer la sécurité des citoyens est et reste une des fonctions principales de l'État et ne peut être assuré par des tiers.



### Liberté

La garantie de la sécurité et de la liberté du pays fait partie des tâches clés de notre État fédéral. Chacun doit pouvoir se sentir en sécurité dans notre pays. La sécurité est aussi une des conditions de base pour le développement économique et la prospérité. L'armée forme la réserve de la politique de sécurité du pays. Un Etat de droit libé-

ral se doit de lutter quotidiennement contre la criminalité grâce à des lois claires, des procédures efficaces et une exécution des peines conséquente. Il faut toutefois faire preuve de discernement dans l'établissement de ces mesures car un cadre de sécurité trop fort peut aussi porter atteinte aux libertés

### Cohésion

La responsabilité individuelle reste une valeur centrale. Pour favoriser les conditions de sécurité, les citoyens sont responsables de la mise en œuvre de mesures préventives. L'État doit punir les infractions et faire respecter les lois. La coopération nationale et internationale entre les autorités a de plus en plus de raisons d'être, face au développement de la criminalité trans-

frontalière. La sécurité a cependant son prix. Les effectifs et les ressources financières allouées à ce secteur et à celui de l'armée doivent permettre d'assurer la sécurité de la population. L'armée de milice renforce l'essentielle mixité sociale et régionale, assurant un lien fort entre l'armée et la société civile et garantissant le contrôle démocratique des citoyens.

## Innovation

Les innovations technologiques permettent de nombreuses améliorations, mais elles génèrent également de nouveaux risques. On peut en effet observer une augmentation de la cybercriminalité, surtout dans les cas d'escroquerie, de piratage (par ex. le vol d'identité) et de la pédocriminalité. La Suisse a besoin d'une armée de milice moderne. Un recentrage et une

adaptation des priorités pour tenir compte des menaces futures est nécessaire. La protection de données sensibles doit également être renforcée au moyen d'outils modernes afin de lutter contre toute ingérence sur sol helvétique. Une industrie d'armement nationale forte et compétitive est indispensable pour la défense et la crédibilité de notre pays.

## Nos exigences

### Assurer la sécurité dans les espaces publics

- Optimiser les **ressources humaines et financières** pour assurer la sécurité
- Utiliser la **vidéoprotection** dans les endroits sensibles et adapter la législation y relative.
- Améliorer la **collaboration** entre les autorités chargées de la sécurité, au niveau des communes, des cantons et de la Confédération (y compris les gardes-frontière), ainsi qu'avec les autorités étrangères.
- Maintenir l'**obligation de servir** en développant encore l'adéquation entre formation civile et incorporation militaire. Les modèles de services militaires doivent être examinés afin de prendre plus en considération les conditions cadres dans la formation, l'économie et la société.
- Assurer un **financement** suffisant et stable de l'armée.
- Acquérir de **nouveaux avions** de combats et maintenir une défense sol-air performante pour assurer la protection de l'espace aérien.
- Garantir la **cyber souveraineté** et clarifier la répartition des compétences au niveau fédéral.
- Lutter contre la **surpopulation carcérale** et baisser les coûts de l'exécution des peines.
- Mettre fin au **sursis automatique**.
- Rétablir les **courtes peines** privatives de liberté.

- Rester vigilant lors des restructurations de l'armée pour que la répartition des places d'armes, des centres logistiques ... (donc des postes de travail et l'apport pour les commerces de soldats en service) respecte une **proportionnalité** entre les Cantons.
- Maintenir une école de recrue à la **caserne de Sion**.
- Soutenir les **polices cantonales et municipales** dans leur travail et les moyens attribués pour assurer une sécurité de bas dans les espaces publics.
- Appliquer le **droit des étrangers**.

## Moins de bureaucratie et mieux d'état

La bureaucratie produit un lot absurde d'interdictions et de réglementations, ce qui limite notre liberté, met en danger la liberté individuelle et l'esprit d'entreprise. Nous voulons des règles plus simples et des procédures transparentes. Les interdictions inutiles, le paternalisme ainsi que l'excès de bureaucratie sont nuisibles. Au lieu d'introduire toujours de nouvelles lois, les réglementations existantes devraient être appliquées de manière plus cohérente.



### Liberté

La liberté permet aux individus de mener leur propre vie. Toutefois, cette liberté est de plus en plus menacée, l'Etat essayant de mettre les citoyens dans un moule -le PLR s'y oppose. Chacun doit pouvoir jouir librement de sa vie, tant que sa propre liberté n'empiète pas sur celle des autres. Cependant, une partie de la population semble prête à abandonner volontaire-

ment sa liberté à l'Etat. Elle en aurait assez des devoirs et des décisions à prendre, éléments intrinsèques à cette liberté. Aussi, la culture croissante de «l'envie» favorise la conformité et détruit la force et la diversité des libertés individuelles. Le PLR combat ce phénomène et revendique un mode de vie libre au lieu d'une mise sous tutelle étatique.

## Cohésion

La cohésion exige que les individus prennent leurs responsabilités, pour eux-mêmes et pour la société. La responsabilité individuelle est l'un des piliers d'une société libre. Quand les citoyens, les politiciens et les entreprises agissent de façon irresponsable, vis-à-vis d'eux-mêmes, de la société ou de l'environnement, l'Etat est tout de suite appelé à la rescousse. Le PLR exige que les valeurs suisses comme la modestie et le service à la com-

munauté soient préservées. Le PLR en appelle également aux entreprises pour qu'elles soutiennent le système de milice. Le PLR combat également toute ingérence étatique, par exemple l'obligation de suivre des cours pour la garde d'enfants par des proches. Les initiatives personnelles et l'aide à autrui doivent rester simples. En Suisse, les individus résolvent les problèmes entre eux, sans recourir à l'Etat.

## Innovation

Des «interdictions de penser» étouffent le génie des chercheurs et bloquent le succès de la suisse. Afin d'apporter une contribution à l'innovation et de mieux l'exploiter, nous avons besoin de possibilités de recherches non bureaucratiques. Le PLR soutient l'innovation, qui permet d'améliorer le mode de vie de tout un chacun. De plus, la sphère privée doit être protégée.

## Nos exigences

### Combattre la bureaucratie absurde

- Favoriser la culture de la **responsabilité individuelle** au lieu d'une surréglementation.
- Élaborer des **lois compréhensibles**, simples et efficaces comme droit fondamental.
- **Alléger les procédures** de traitement des dossiers dans les administrations.
- Supprimer les **démarches inutiles** et chronophages
- Revenir à une **manière simple** et peu onéreuse de traiter les affaires administratives.
- Réduire les **charges administratives** douanières.
- Mise en place d'un **portail unique** pour l'ensemble des démarches.
- Pas de nécessité d'une **autorité centralisée**.
- Diminution de la paperasse pour ne pas freiner l'**innovation** et encourager la formation (notamment les apprentissages).
- Taxation **individuelle**.

### Soutenir les PME

- **Simplifier** la gestion des salaires, et la réglementation de la durée du travail.
- Réduire la bureaucratie dans le domaine de la construction grâce à une **harmonisation** des terminologies et des règlements du droit de la construction.
- Obliger l'Etat à honorer rapidement ses factures dans les 30 jours.

Notre agriculture contribue de manière importante à notre économie. La population et le PLR. Les Libéraux-Radicaux y sont très attachés. La politique agricole doit renforcer le potentiel économique, la durabilité de la production agricole et la compétitivité de notre filière agroalimentaire. La pérennité du secteur agricole suisse ne doit pas reposer essentiellement sur les paiements directs. Ces derniers sont destinés à rémunérer les prestations des agriculteurs, qui sont d'intérêt général envers notre société. Au contraire, l'avenir de l'agriculture doit reposer sur la qualité de la production dans un environnement libéralisé concurrentiel. Cela permettra aux paysans de tirer leurs revenus, principalement, de la vente de leurs pro-

duits sur le marché. L'isolement du marché agroalimentaire suisse ne serait profitable, ni au secteur proprement dit, ni aux consommateurs, ni à l'économie suisse en général. Une réelle demande existe pour les produits suisses de qualité et à forte valeur ajoutée. Les paysans suisses ne doivent pas craindre la concurrence, mais au contraire s'orienter vers le marché et être fiers de leurs produits. Le PLR les soutient dans cette démarche par la réduction de la bureaucratie, par la garantie d'une plus grande marge de manœuvre entrepreneuriale, par la perspective d'une ouverture de nouveaux marchés, ainsi que par un soutien financier dans le cadre de changements structurels.



## Liberté

En Suisse, la proximité des lieux de production et des lieux de transformation des denrées alimentaires est une des raisons du succès de notre agriculture. Cette décentralisation est un avantage et permet de rester compétitif au niveau international. Ces conditions-cadres permettent le maintien d'emplois dans l'espace rural, tout en respectant l'écologie. L'évolution des structures de productions doit contribuer à la viabilité des exploitations.

Grâce à une meilleure gestion des coûts, leur compétitivité augmentera. La population souhaite pouvoir bénéficier de produits de proximité, qui ne contribuent pas seulement à la sécurité alimentaire mais qui apportent aussi des avantages environnementaux importants. Les denrées alimentaires suisses doivent être produites en utilisant les ressources de manière efficace, tout en respectant l'environnement et le bien-être animal.

## Cohésion

L'agriculture est un secteur important de l'économie aux fonctions multiples pour la société. Ses prestations sont indispensables à la société moderne. Une alimentation saine, un environnement soigné et la viabilité des régions périphériques forment des éléments essentiels. La liberté, pour une nation de déterminer soi-même sa politique agricole, doit être intégrée dans une production indigène durable. Dans notre pays, au vu de la rareté des terres cultivables, les produits agricoles doivent s'orienter vers le qualitatif valorisé, plutôt que vers le quantitatif à bas prix.

## Innovation

L'innovation est un important facteur de succès. L'agriculture se trouve aujourd'hui à un tournant. La durabilité du secteur agricole suisse repose sur l'adaptation de la production aux besoins du marché et à la capacité concurrentielle de ce secteur. Il convient de faciliter et d'encourager l'innovation à tous les échelons et d'élargir la marge de manœuvre entrepreneuriale des acteurs de la filière

agroalimentaire. C'est pourquoi, notre agriculture doit constamment se renouveler afin de fournir des produits qui correspondent aux besoins des consommateurs. Une production de qualité valorisée doit être le but. En matière de génie génétique dans l'agriculture, le PLR s'oppose à toute interdiction qu'elle soit technologique ou de pensée.

## Nos exigences

- Réduire la **bureaucratie**.
- Maintenir les secteurs de transformation **en Suisse** proche des lieux de production.
- Développer une politique agricole, dans le **respect de l'environnement** et des animaux. En même temps, éviter les incitations qui encouragent les méthodes de culture intensive et mène à une surproduction néfaste pour le secteur économique.
- Encourager par un marketing ciblé l'attractivité les **produits suisses**, notamment ceux au bénéfice d'appellations d'origine (AOP-IGP) ou des labels visibles.
- Encourager une **consommation locale** et durable (cantines, hôpitaux, armée)
- Éviter le **gaspillage** des terres cultivables.
- Dans le cadre de la PA 22+, soutenir l'amélioration de la **reconnaissance des femmes paysannes**, notamment en matière de couverture sociale.

**PLR**

Les Libéraux-Radicaux

---



**Une politique responsable  
et raisonnable pour le climat**

**Annexe**

Présenté en conférence de presse  
le 11 juin 2019

**Avancer ensemble.**

[plrvs.ch](http://plrvs.ch)

Présenté en conférence de presse le 11 juin 2019

# Une politique responsable et raisonnable pour le climat

## Ce que le PLR défend, ce qu'il a réalisé et ses propositions

**Les Suisses s'inquiètent pour le climat, à raison. Le réchauffement climatique est une réalité incontestable et les libéraux-radicaux s'engagent pour des mesures permettant à la fois de faire face aux défis du changement climatique et pour le réduire.**

Avec 0.1% des émissions mondiales de gaz à effet de serre (GES), la Suisse ne pèse pas très lourd dans le cortège des pollueurs de la planète. Néanmoins, il importe que chaque pays s'engage à son échelle pour limiter au maximum le réchauffement climatique. Mieux : dans chaque problème se cache une opportunité. Les libéraux-radicaux sont convaincus que le climat est l'occasion de renforcer la recherche et la compétitivité de la Suisse.

En 2019, les candidats du PLR Valais veulent clarifier leur position face à la question climatique, rappeler les réalisations libérales-radicales en la matière et exposer les mesures qu'ils sont prêts à soutenir dans les années à venir.

**Le PLR a doté la Suisse d'institutions modernes et a contribué à en faire un pays prospère. Il s'agit aujourd'hui d'en préserver son environnement !**

A ce titre, c'est en **bon suisse** qu'il convient d'agir, car être patriote c'est surtout :

- Économiser les ressources naturelles et lutter contre les gaspillages ;
- Réussir une transition énergétique basée sur l'innovation ;
- Promouvoir nos énergies renouvelables et des produits agricoles de qualité.

C'est donc par l'incitation et la récompense que le PLR entend encourager des comportements vertueux en matière de développement durable.

### 1. Une politique libérale-radical pour le climat

Le PLR promeut la liberté et la responsabilité individuelle. Nous refusons toute intervention publique dont la nécessité ne serait pas démontrée et qui limiterait de manière disproportionnée les libertés du citoyen. Beaucoup de manifestants pour le climat et les partis politiques qui les soutiennent exigent un changement fondamental de notre système au nom de l'environnement. Ils réclament la fin de l'économie de marché, la renonciation à la croissance économique et des mesures souvent autoritaires et anti-libérales pour atteindre les objectifs écologiques.

Le PLR soutient des mesures en faveur du climat et cela n'est pas nouveau. Nous voulons respecter les engagements de la Suisse et réduire les émissions de gaz à effet de serre (GES) conformément à l'accord de Paris. Les libéraux-radicaux s'engagent toutefois pour une politique de croissance économique, ouverte sur le monde et respectueuse des libertés des citoyens.

La prospérité est nécessaire pour financer les retraites, la santé des citoyens et une qualité de vie inégalée. Les politiques de décroissance mènent à l'appauvrissement des citoyens et à la fin du succès helvétique. Pour le PLR, lutter contre le réchauffement climatique nécessite des moyens importants que seule une politique libérale peut offrir.

### **Les positions libérales-radicales**

- La Suisse a signé l'accord de Paris et les libéraux-radicaux soutiendront les mesures pour respecter cet engagement : réduction des émissions de GES en 2030 au niveau de 1990 et de 70 à 85% de réduction d'ici 2050.
- Pour y parvenir, le PLR soutiendra des mesures compatibles avec le maintien de la prospérité de la Suisse, de nos niveaux de salaires et du financement du système social.
- Pour le PLR, le changement climatique est une opportunité pour la recherche et la création de nouveaux secteurs économiques.
- Les solutions choisies doivent en premier lieu faire appel à la responsabilité individuelle des citoyens et respecter les libertés fondamentales. Les libéraux-radicaux s'opposent aux mesures qui tendent à une forme de totalitarisme vert.
- Le PLR est pour une transition énergétique des énergies d'origine fossile vers les énergies renouvelables, solaire, éolien, biomasse, géothermie, l'hydroélectricité.

## **2. Ce que le PLR a réalisé pour le climat**

Le PLR est le premier parti de Suisse dans les exécutifs locaux et dans les cantons. Aux commandes depuis longtemps, la formation libérale-radical a porté beaucoup de projets-clefs qui font de la Suisse un pays qui ne part pas de zéro en matière de climat et d'environnement, loin de là.

L'exemple de la ville de Martigny est particulièrement parlant. En 1986, Martigny a développé le CREM (Centre de Recherches Energétiques et Municipales), qui est actif dans la recherche et le développement énergétiques en milieu urbain. Cette orientation forte a permis à la Ville de devenir « Cité de l'énergie » en 2004 et d'obtenir en 2010 l'« European energy gold award », ultime consécration en la matière. L'antenne-région valais romand a repris et développe aujourd'hui le concept « Myénergie » qui tend à l'autonomie énergétique du district de Martigny.

### **Réalisations dans le domaine de l'isolation des bâtiments, du chauffage écologique et de l'éclairage public.**

Dans de nombreuses communes valaisannes, les exécutifs locaux ont porté des projets de chauffage à distance (CAD) fonctionnant aux énergies renouvelables. Sachant que les bâtiments constituent la deuxième cause d'émissions de GES, ces infrastructures doivent constituer un pilier de la lutte contre le réchauffement climatique en Suisse, un pays qui connaît des hivers froids.

Martigny a fait œuvre de pionnière, elle a mis en place son premier réseau de chauffage à distance en 1981. En 2019, les quatre CAD fonctionnent au gaz naturel et au bois ou au biogaz utilisant ainsi 30% d'énergie renouvelable et permettent de chauffer 35% des habitants de Martigny. A Monthey, un partenariat public-privé avec la SATOM permet d'utiliser les déchets du quotidien pour chauffer les logements de la population. Même dans des communes plus petites comme Isérables ou Anzère sur la commune d'Ayent, le CAD bénéficie aux Valaisannes et aux Valaisans depuis de nombreuses années.

Au Grand Conseil, le PLR a été très actif dans ces domaines, notamment avec les interventions suivantes :

- Motion « Amélioration thermique des bâtiments, 2006,
- Postulat pour une société à 2000 Watts en 2007
- Postulat « Fond cantonal pour l'assainissement énergétique, 2011,
- Postulat « Eco-quartier », 2009.

Par ailleurs, les communes s'engagent pour réduire la consommation d'électricité dans l'éclairage public et la pollution lumineuse. C'est par exemple le cas de Martigny dont la consommation de l'éclairage public a diminué de 29% malgré une augmentation des points lumineux.

### **Réalisations dans le domaine des énergies renouvelables.**

Le Valais a des atouts magnifiques privilégiés en matière d'énergies renouvelables. Canton producteur d'énergie hydroélectrique depuis près d'un siècle, le Valais apporte 28% de l'électricité hydroélectrique du pays, soit trois fois plus qu'il n'en consomme.

Pour le « nouveau renouvelable », le Valais n'est pas non plus en reste. La région du coude du Rhône a été pionnière dans la recherche et l'utilisation de la force éolienne. Par ailleurs, régulièrement ces dernières années, des projets ont été développés pour le turbinage de l'eau potable, la production d'énergie solaire thermique, la production d'électricité photovoltaïque et éolienne et l'utilisation de la biomasse.

Sur le plan fédéral, le PLR s'est engagé avec succès pour réduire les formalités administratives et légales pour la réalisation d'installations d'énergies renouvelables, comme par exemple les panneaux photovoltaïques qui échappent désormais à la procédure d'autorisation de construire.

En novembre 2008 déjà, le Grand Conseil avait organisé avec le soutien du PLR une session spéciale sur la question du climat.

Au Grand Conseil, le PLR a notamment déposé les interventions suivantes :

- Postulat « Politique achat d'énergie », 2011,
- Postulat « Le solaire pour tous », 2011,
- Motion « Fiscalité énergies renouvelables », 2009,
- Postulat « Marquage de l'électricité », 2006.

## Réalisations dans le domaine des transports.

Le transport constitue la première cause d'émission de GES. Le PLR s'engage depuis longtemps pour le renforcement des transports publics et pour favoriser la mobilité douce ou électrique.

En matière de transports publics, le PLR a continuellement soutenu des budgets d'investissement et de fonctionnement élevés en faveur des transports publics. C'est par exemple le cas sur le plan fédéral avec un soutien massif aux projets de NLFA ou de Rail 2000. Encore cette année, le PLR a accepté plus de 12 milliards de francs de crédit dans le cadre de PRODES 2035. Au niveau cantonal, les libéraux-radicaux se sont engagés à maintes reprises pour renforcer la densité du réseau de transports publics (gare de Granges, Monthey sur la ligne du Simplon, ligne de bus Martigny – Aoste, tunnel du Simplon, tunnel du Lötschberg, ligne Sud-Léman). De même, les libéraux-radicaux sont souvent derrière les projets de liaison plaine-montagne comme à Sion, à Dorénavant ou à Riddes.

S'agissant de la mobilité électrique, le Valais offre déjà depuis de nombreuses années une fiscalité attractive pour les véhicules non-thermiques. De même, les communes mettent à disposition des bornes électriques pour assurer aux conducteurs des possibilités de recharges efficaces, c'est par exemple le cas à Martigny où les bornes fleurissent.

Enfin, le PLR travaille pour favoriser les déplacements respectueux de l'environnement et multimodaux : croissance de la mobilité douce (développement sentiers pédestres, itinéraires sécurisés pour les élèves, pistes cyclables, offre de location de vélos, bon pour l'achat de vélos électriques, zones de modération de trafic 30 et 20 Km/h, création de parking-relais), développement des bus urbains, achat par les communes de véhicules électriques ou à hydrogène.

Le PLR n'a jamais joué et ne jouera jamais la carte de la mobilité individuelle contre les transports publics. Les deux sont complémentaires et c'est dans cette complémentarité que des solutions durables et adaptées à notre topographie ont été trouvées et le seront encore à l'avenir.

## Réalisation dans le domaine de la gestion des déchets.

La Suisse est championne du monde du recyclage des déchets. Le Valais remplit aussi son rôle. Les usines d'incinération en Valais sont modernes et permettent un tri des déchets et une utilisation toujours plus efficace de l'énergie produite par l'incinération.

Le Valais accueille aussi de nombreuses places de tri des déchets dont la valorisation profite directement à l'environnement. Pour y parvenir, les Valaisans sont passés à la taxe au sac et contribuent par leurs gestes quotidiens à la lutte contre le réchauffement climatique, avec succès. De nombreuses communes, comme Martigny, Savièse ou Ayent, organisent des journées de collecte des déchets et de nettoyage des villes. La responsabilité individuelle est au cœur de l'action.

Enfin, les sites industriels valaisans sont de plus en plus reliés au réseau de chaleur des usines d'incinération pour éviter tout gaspillage énergétique.

## 3. Ce que le PLR propose pour le climat

Le PLR soutient ainsi des propositions réalistes, durables et efficaces. Elles doivent permettre à la Suisse de respecter ses engagements tout en restant supportables pour la population. Le premier principe à respecter est celui du pollueur-payeur. D'éventuelles nouvelles taxes peuvent être admises,

pour autant qu'elles n'alourdissent pas la charge fiscale globale. Les prélèvements nouveaux doivent porter des projets favorables au climat et les mesures adoptées doivent inciter la population à adopter un comportement favorable à l'environnement, à la durabilité et à la transition énergétique.

En priorité, vu la source des émissions de CO2 en Suisse, les interventions doivent être menées dans le domaine des bâtiments, des transports et de l'industrie.

Cela étant, le PLR soutient notamment les mesures suivantes.

### Bâtiments

- **Prolonger, renforcer le programme bâtiment et soutenir le chauffage renouvelable.**  
Lors de rénovation ou de nouvelle construction, la Confédération doit continuer à soutenir l'isolation des bâtiments pour réduire leur consommation d'énergie et l'installation de chauffage à faible émission de CO2, à l'image de la géothermie, du chauffage à pellets, ou de l'énergie solaire. En la matière, les déductions fiscales en faveur des investissements écologiques doivent être intégralement maintenues, parfois accompagnées de subventions. Les procédures pour réaliser des CAD doivent être simplifiées et les rôles des collectivités mieux établis dans la LAT.
- **Impliquer les métiers de la construction.**  
Les milieux de la construction sont les plus concernés par les questions d'émission des bâtiments. Le PLR veut s'appuyer sur la formation professionnelle pour sensibiliser et former plus de compétences dans le domaine de l'isolation, de la production d'énergie renouvelable et des économies d'énergie. C'est, par les professionnels, que la population doit être informée des potentialités des programmes publics.

### Mobilité

- **Fixer et respecter des limites d'émissions pour les véhicules**  
La Confédération doit prendre des mesures fermes à l'égard des importateurs pour réduire les valeurs d'émission des nouveaux véhicules importés. C'est la moyenne d'émission qui compte : par cette mesure, le parc automobile deviendra moins polluant tout en laissant le libre choix aux Suisses d'acquérir des modèles plus gourmands, moyennant le paiement d'un prix adapté (principe du pollueur-payeur).
- **Pour la mobilité individuelle électrique**  
La mobilité individuelle électrique doit s'imposer dans les prochaines années. A cette fin, le rôle des cantons et des communes est essentiel pour la mise à disposition des infrastructures nécessaires. La Confédération doit aussi proposer à long terme un modèle de financement du réseau routier qui ne s'appuie plus sur les seules taxes sur l'essence et tienne compte du transfert du mode de transport, sans réduire l'attractivité des véhicules électriques. La Confédération et les cantons doivent adopter des incitations fiscales en faveur des véhicules électriques.

- **Des transports publics efficaces**

Les transports publics doivent être toujours encouragés et soutenus. La concurrence entre les compagnies publiques doit être renforcée pour assurer une grande qualité du réseau et de l'offre. De même, les offres alternatives (autocars, covoiturage, etc.) doivent être encouragées avec une législation adaptée. Les libéraux-radicaux veulent assurer les moyens pour augmenter le nombre de parkings P+R dans les gares valaisannes, pour renforcer l'accessibilité multimodale vers les gares, pour que les trains présentent un niveau de confort et de ponctualité comparable aux autres régions et pour que toutes les villes du canton soient reliées au réseau principal.

- **Une taxe sur les billets d'avion**

Une taxe sur les billets d'avion doit inciter les citoyens suisses à adopter un comportement responsable en matière de transport aérien ; la responsabilisation des individus est prioritaire.

Une taxe forfaitaire sur les billets d'avion doit être retenue, pour pénaliser plus fortement les vols court-courrier aisément substituables, et ne pas alourdir de manière déraisonnée des vols longue distance pour lesquels aucune alternative raisonnable n'existe. Les recettes de la taxe doivent être intégralement réinjectées dans des projets climatiques.

- **Un droit du travail flexible qui permette le télétravail**

Le PLR promeut un droit du travail flexible permettant une plus grande liberté des employeurs et employés dans leur organisation du travail. Le télétravail, par exemple, doit être pris en compte dans les modèles légaux de calcul du temps de travail pour permettre aux citoyens de renoncer facilement aux transports inutiles.

## Industrie et carbone

- **Taxe sur le carbone**

La taxe sur le carbone et sur les carburants doit permettre d'encourager les importateurs de véhicules et les grands émetteurs de CO<sub>2</sub> à réduire leur empreinte environnementale. Les montants qui ont été retenus par le Conseil national en 2018, entre 120 et 210 francs la tonne, constituent des montants acceptables, parmi les plus élevés au monde. Ces montants doivent servir entièrement à des mesures écologiques.

- **Compensation du carbone**

La Suisse a intégré le système européen d'échanges de certificats d'émission de CO<sub>2</sub>. Cette excellente mesure doit être suivie d'effets, et la Confédération doit s'assurer que les mesures compensatoires soient prises correctement. En particulier, les compensations à l'étranger ne doivent être admises que si elles sont convenablement surveillées pour éviter les cas de double-compensation et autres tricheries qui détruisent le système. Au niveau local, le PLR estime que l'initiative individuelle doit être saluée en matière de compensation carbone, un postulat a été déposé pour soutenir les compensations en Suisse.

A moyen terme, le nombre d'entreprises soumises au principe de la compensation du

carbone doit croître et ainsi donner un avantage concurrentiel direct à celles qui prennent des mesures en faveur du climat, dans le strict respect du principe du pollueur-payeur.